

**MIA REAL ESTATE S.A.**

**Société Anonyme**

**Siège social : 5, avenue Gaston Diderich**

**L-1420 Luxembourg**

**RCS Luxembourg : B 45905**

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

**DU 23 DÉCEMBRE 2016**

**NUMERO 2970/2016**

L'an deux mille seize, le vingt-trois décembre.

Par-devant la soussignée, Maître **Martine SCHAEFFER**, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue l'assemblée générale extraordinaire de la société "**MIA REAL ESTATE S.A.**" (la société absorbante ou la Société), une société anonyme, ayant son siège social au 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le "**RCS**") sous le numéro B 45905 (la "**Société**"), constituée suivant acte notarié, en date du 1<sup>er</sup> décembre 1993, publié au Mémorial C, numéro 62 de l'an 1994. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par assemblée générale tenue sous seing privée en date 10 décembre 1999, publié au Mémorial C, numéro 108 du 1<sup>er</sup> février 2000,

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Concetta DEMARINIS, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Madame la Présidente a nommé Madame Alexandra FUENTES, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en tant que secrétaire.

L'assemblée a élu Madame Concetta DEMARINIS, précitée, pour agir en tant que scrutateur.

Le bureau étant ainsi constitué, le président déclare et prie le notaire soussigné d'acter que:

I. Les actionnaires représentés, leurs mandataires et le nombre d'actions détenues par chacun d'eux sont mentionnés sur la liste de présence, signée par les mandataires des actionnaires représentés, le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste sera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations accordées par les actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises

avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Il résulte de la liste de présence, que toutes les actions représentatives du capital social de la Société sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que la présente assemblée est valablement constituée et peut délibérer valablement et prendre des résolutions sur tous les points de l'ordre du jour.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Prise d'acte du projet commun de fusion transfrontalière du 28 septembre 2016 entre la Société et la société à responsabilité limitée de droit italien dénommée CALEIDO S.R.L., en liquidation, une société à responsabilité limitée de droit italien (*Società a responsabilità limitata*), ayant son siège social au Piazza Cavour, nr. 3, I-20121 Milano, immatriculée auprès du *Registro delle Imprese* de Milano sous le numéro REA MI-685527,

publié au Recueil Electronique des Sociétés et Associations, le 7 octobre 2016 sous le numéro RESA\_2016\_112.327, respectivement en date du 28 septembre 2016 en Italie.

Ce projet, arrêté par le conseil d'administration de la société absorbante et l'organe administratif de la société absorbée en date du 28 septembre 2016, est établi conformément aux articles 261 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, à l'article 6 du Décret Législatif n° 108 du 30 mai 2008 et à l'article 2501-ter du code civil italien, prévoit l'absorption de « CALEIDO S.R.L.» par « MIA REAL ESTATE S.A.»

2. Prise d'acte du fait que les documents listés à l'article 267 (1) inclus, de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (« la Loi ») ont été déposés au siège social de la Société et mis à la disposition des Actionnaires pour inspection au moins un mois avant la date de la présente assemblée;

3. Prise d'acte du fait que, (i) d'un point de vue comptable, les opérations de la société absorbée seront considérées accomplies à la date de la tenue de l'assemblée générale extraordinaire de la société Absorbante et (ii) que la Fusion (telle que définie ci-après) ne sera effective entre les sociétés fusionnantes et vis-à-vis des tiers qu'après la publication de la présente assemblée dans le Mémorial C, Recueil des sociétés et associations, conformément aux articles 273ter et 9 de la Loi;

4. Prise de connaissance du certificat émanant du notaire Massimo Mezzanotte, Italie, attestant que la société absorbée a accompli les formalités lui incombant en vertu du droit italien pour la Fusion.

5. Approbation de la fusion transfrontalière simplifiée entre la Société et « CALEIDO S.R.L.» en liquidation, par laquelle « CALEIDO S.R.L.» en liquidation, transfère à la Société tous ses actifs et passifs conformément à

l'article 278 de la Loi, tel que décrit dans le Projet de Fusion.

6. Refonte complète des statuts pour les adapter à la loi du 10 août 2016 portant modernisation de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

#### 7. Divers

Après délibération, les Actionnaires ont décidé de prendre les résolutions suivantes:

### **PREMIERE RESOLUTION**

**L'assemblée approuve sans réserve le projet commun de fusion transfrontalière du 28 septembre 2016** entre la Société et la société à responsabilité limitée de droit italien dénommée CALEIDO S.R.L., en liquidation, une société à responsabilité limitée de droit italien (*Società a responsabilità limitata*), ayant son siège social au Piazza Cavour, nr. 3, I-20121 Milano, immatriculée auprès du *Registro delle Imprese* de Milano sous le numéro REA MI-685527,

publié au Recueil Electronique des Sociétés et Associations, le 7 octobre 2016 sous le numéro RESA\_2016\_112.327, respectivement en date du du 28 septembre 2016 en Italie.

Ce projet a été établi conformément aux articles 261 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, à l'article 6 du Décret Législatif n° 108 du 30 mai 2008 et à l'article 2501-ter du code civil italien, prévoit l'absorption de « CALEIDO S.R.L.» en liquidation, par « MIA REAL ESTATE S.A. »

L'assemblée constate en outre ainsi qu'il résulte de la « visura storica » de la société « CALEIDO S.R.L. », en liquidation, que la société absorbante est l'actionnaire unique de la société absorbée et que dès lors la fusion ne donnera donc pas lieu à l'émission de nouvelles parts sociales de la société absorbante mais à l'annulation pure et simple des parts sociales de la société absorbée et que, par conséquent, aucun rapport d'échange entre les parts sociales de la société absorbée et les actions de la société absorbante n'a été indiqué dans le projet de fusion.

En ces circonstances, les dispositions légales concernant la rédaction du Rapport des Experts figurant respectivement à l'article 266 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 telle que modifiée et à l'article 2501-sexies du code civil italien sont sans objet.

### **DEUXIEME RESOLUTION**

L'assemblée constate que les documents listés à l'article 267 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (« la Loi ») ont été déposés au siège social de la Société et mis à la disposition des Actionnaires pour inspection au moins un mois avant la date de la présente assemblée;

### **TROISIEME RESOLUTION**

L'assemblée constate que, (i) d'un point de vue comptable, les opérations de la société absorbée seront traitées comme si elles l'avaient été pour le compte de la Société à partir de la date de la tenue de l'assemblée générale extraordinaire de la société Absorbante,

et (ii) que la Fusion (telle que définie ci-après) ne sera effective entre les sociétés fusionnantes et vis-à-vis des tiers qu'après la publication de la présente assemblée dans le Recueil Electronique des sociétés et associations, conformément aux articles 273ter et 9 de la Loi;

A l'actif de la société absorbée figure divers immeubles en Italie, lesquels devront être transcrits au nom de la société absorbante.

Suit la description en langue italienne, pour les besoins de la transcription en Italie, des immeubles :

in Comune di Cassina Rizzardi, nel vigente N.C.T. di detto Comune:

Foglio 9 mappale 2506 - di ett. 00.01.77 - BOSCO CEDUO di classe 2 - reddito dom. Euro 0,27 - reddito agrario Euro 0,05;

in Comune di Cassina Rizzardi, via Alessandro Volta n. 63:

in Catasto Fabbricati:

foglio 2 - mappale 2404 sub. 721 - via Alessandro Volta n. 63 - piano S1-T - zona censuaria U - categoria A/2 - classe 4 - vani 11 - rendita catastale Euro 1.306,64;

foglio 2 - mappale 2404 sub. 722 - via Alessandro Volta n. 63 - piano S1 - zona censuaria U - categoria C/6 - classe 3 - mq 54 - rendita catastale Euro 278,89.

**Les déclarations** (certificazione notarile catastale + engagement à se charger de la transcription immobilière) en relation avec les immeubles ci-avant) **du notaire Massimo Mezzanotte** de Milan (Italie), demeureront annexés au présent acte avec lequel ils seront soumis à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

### **QUATRIEME RESOLUTION**

**L'assemblée constate** qu'il ressort du certificat du notaire Massimo Mezzanotte, Italie, conformément à l'article 271 (2) § 4 de cette même loi et à l'article 11 du Décret Législatif italien n° 108 du 30 mai 2008, que toutes les formalités, telles que requises à l'heure actuelle, ont été accomplies en Italie et **qu'en conséquence, la fusion est réalisée et prend effet à l'égard des tiers à compter de la date de publication du présent acte au Recueil Electronique des Sociétés et Associations**, suivant les stipulations légales de l'article 273 bis (3) de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

### **CINQUIEME RESOLUTION**

Suite à ce qui précède, **l'assemblée approuve la fusion** transfrontalière

simplifiée entre la Société et « CALEIDO S.R.L.» en liquidation, **par laquelle « CALEIDO S.R.L.», en liquidation, transfère à la Société tous ses actifs et passifs** conformément à l'article 278 de la Loi, tel que décrit dans le Projet de Fusion,

de sorte que **la fusion est réalisée** conformément à l'article 273 bis de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

#### **SIXIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale a décidé d'approuver la refonte complète des Statuts pour les adapter à la loi du 10 août 2016 portant modernisation de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Les Statuts seront désormais rédigés comme suit :

##### **« I. NOM, DUREE, OBJET, SIEGE SOCIAL**

**Article 1.** Il est formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de "**MIA REAL ESTATE S.A.**" (ci-après la "**Société**").

**Article 2.** La durée de la Société est illimitée.

**Article 3.** La Société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société a en outre pour objet l'achat, la vente, la gestion et la mise en valeur de tous biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement, tous concours, prêts, avances ou garanties.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

**Article 4.** Le siège social est établi à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision de l'administrateur unique ou en cas de pluralité de gérant par le conseil d'administration.

4.3 Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg (i) par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts ou (ii) par décision de l'administrateur unique ou en cas de pluralité

d'administrateurs par le conseil d'administration. Dans ce dernier cas, l'administrateur unique ou en cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration aura tous pouvoirs afin de procéder avec toutes les formalités par le biais d'un acte notarié (constat) afin de refléter cette modification dans les statuts de la Société.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

## **II. CAPITAL SOCIAL - ACTIONS**

**Article 5.** Le capital social est fixé à deux cent dix-neuf mille trois cent quatre-vingt-cinq virgule soixante-dix-sept euros (219.385,77.- EUR), représenté par seize mille deux cent cinquante (16.250) actions sans désignation de la valeur nominale.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "**Loi**"), racheter ses propres actions.

**Article 6.** Les actions de la Société sont nominatives

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2. de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

## **III. ASSEMBLEES GENERALES DES ACTIONNAIRES**

### **DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE**

**Article 7.** L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs

aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

**Article 8.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra **le deuxième mardi du mois de juin à 10.00 heures** au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

#### **IV. CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Article 9.** La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être

actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

**Article 10.** Le conseil d'administration pourra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil



d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

**Article 11.** Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

**Article 12.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs,

gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

#### **Article 13.**

Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances, **en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle** de l'administrateur unique, ou **en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs** ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

### **V. SURVEILLANCE DE LA SOCIETE**

**Article 14.** Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

### **VI. EXERCICE SOCIAL - BILAN**

**Article 15.** L'exercice social commencera le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

**Article 16.** Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

### **VII. LIQUIDATION**

**Article 17.** En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

### **VIII. MODIFICATION DES STATUTS**

**Article 18.** Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

#### **IX. DISPOSITIONS FINALES - LOI APPLICABLE**

**Article 19.** Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi. »

#### **DECLARATION**

Le notaire soussigné certifie l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société absorbante ainsi que du projet de fusion conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

En outre, conformément à l'article 271 (2) § 4 de cette même loi et à l'article 13 du Décret Législatif italien n° 108 du 30 mai 2008, le notaire déclare avoir reçu de la société absorbée un certificat établi par un notaire italien qui atteste de l'accomplissement des formalités lui incombant en vertu de la loi italienne.

#### **FRAIS**

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à EUR 3000.

**DONT ACTE**, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. Demarinis, A. Fuentes et M. Schaeffer

---

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 23 décembre 2016

Relation : 2LAC/2016/27323

Reçu douze euros

Eur 12.-

Le receveur/signé/André MULLER

---

POUR EXPEDITION CONFORME

délivrée à la demande de la prédite société, aux fins  
d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 13 janvier 2017.